

## Journal de bord, mars 2019

**Le 01,** Une jeune mère de famille, vivant seule avec son bébé, est arrivée en grande détresse : sa mutuelle refuse de payer l'allocation de remplacement, car le certificat médical n'est pas étoffé par des preuves suffisantes de sa maladie. Elle devait être payée, mais elle n'a reçu que cette lettre qui l'informe qu'elle ne recevra rien. Comment va-t-elle honorer ses engagements, son loyer, ses factures ?

Elle a obtenu un rendez-vous avec sa psychiatre qui va prendre contact avec la mutuelle.

Pendant une heure, nous avons discuté de ce problème récurrent de revenus bloqués, voire supprimés en dépit des besoins de ayants droit.

En guise d'action de protestation, ce rapport est écourté, car l'association est à peu près dans la même situation que le public qui la fréquente : La FWB n'a toujours répondu à notre demande de changement de catégorie pour laquelle nous avons travaillé très dur depuis 7 ans et plus particulièrement en 2017. Nous ne savons pas si le contrat programme va être renouvelé, ni à quelles conditions... Nos rapports ont pourtant bien été rentrés dans les délais, bien avant la date butoir du 30 juin...

Nous ne savons pas ce que nous allons recevoir comme subside pour cette année et à plus forte raison pour les suivantes. Ce n'est pas possible de continuer à travailler de la sorte, sans budget et sans perspectives d'avenir...

**Le 12,** pendant 1 heure, les Algériens présents ont expliqué les revendications du peuple algérien qui sort massivement dans la rue. Pour la première fois, il n'y a pas d'exactions ni d'un côté, ni de l'autre. Les Algériens ne veulent pas d'un cinquième mandat de Boutéflika. Depuis son AVC, le Président est affaibli. Ce n'est plus lui qui dirige le pays, mais un clan de partisans. On ne sait pas vraiment qui. Le problème, c'est le manque de candidats, car pour pouvoir participer aux élections présidentielles, il faut résider depuis au moins dix ans dans le pays<sup>1</sup>. Or beaucoup d'opposants ont quitté le pays pour sauver leur peau, non seulement les opposants au pouvoir, mais aussi les intellectuels pourchassés par la nébuleuse islamiste. Beaucoup de personnes de qualité sont, soit mortes pendant ce que certains appellent la "guerre civile", soit elles sont parties. Comment le pays va-t-il se sortir de cette situation ?

- Ils (le clan au pouvoir, on ne sait pas qui) doivent mettre quelqu'un de capable.
- Mais c'est le peuple au moment des élections qui doit choisir le chef de l'État.
- Tu rêves, toi ? Le peuple qui va choisir en Algérie ?
- Même si Boutéflika se présente, le peuple n'est pas obligé de voter pour lui.
- Tu ne connais pas l'Algérie toi ! Si Boutéflika se présente, c'est lui qui sera élu.
- S'il vit encore d'ici là. On dit qu'il est mort.
- Qui dit ça ?

....

La situation économique s'est dégradée en Algérie. Le dinar a perdu beaucoup de sa valeur ces dernières années. Au marché noir, il faut 185 dinars pour 1 euro, alors que le cours officiel est à 135. Le salaire minimum est de 18.000 euros,. Le prix d'un kilo de rôti de bœuf tourne autour de 1200 dinars. Pour 12 œufs, le prix est de 140 dinars.

Source et d'autres prix sur : <https://www.combien-coute.net/pain/algerie/>

---

1 Les conditions pour se présenter au scrutin sont strictes : <https://algeriepart.com/2019/01/20/algerie-queles-sont-les-conditions-pour-etre-candidat-a-la-presidentielle/>

**Le 14/03**, une participante rêvait d' « humanité ». Pendant 2 heures, nous avons travaillé à la réalisation de son vœu en tentant de comprendre les personnes bafouées dans leurs droits, afin de les soutenir et les défendre.

Les employés, les fonctionnaires doivent savoir que les allocataires ne sont pas des numéros ou de simples chiffres, qu'ils ont besoin de leur maigre revenu pour vivre, car ils ont un loyer à payer, des factures et parfois même des mises en demeure à honorer... Avant d'annuler ou de suspendre le paiement d'une allocation, il faut vérifier. Par exemple, si un certificat médical n'est pas à la hauteur des attentes du médecin conseil, pourquoi ne pas prévenir la personne et lui laisser le temps de corriger le problème avant de la sanctionner ?

Informations recueillies pour comprendre et essayer de résoudre le problème de la jeune mère qui n'a toujours pas reçu son allocation de la mutuelle : :

Dates de paiement (Solidaris) : <https://www.fmsb.be/indemnisation#Indemninvalidite>

Formalités : <https://www.fmsb.be/formalites-a-remplir#formalit2>

En cas de rechute, c'est pareil : <https://www.fmsb.be/que-faire-en-cas-de-rechute>

En fin de compte, c'est la psychiatre qui a résolu le problème, mais il a fallu qu'elle attende que le médecin-conseil rentre de congés...

Fin mars, l'intéressée, en situation précaire et mère d'un bébé, devrait recevoir ses indemnités de février.

Une autre participante nous a conté pareille mésaventure : Elle travaille dans un atelier protégé, car elle est reconnue handicapée. Elle a dû être opérée. Pendant plus de 3 mois, elle n'a pas été travailler. Sa mutuelle vient de lui verser ses indemnités, mais avec trois mois de retard. Malgré l'intervention de l'assistante sociale, elle a dû se rendre elle-même au bureau de la mutuelle et chez son employeur pour résoudre le problème. Heureusement, elle avait un peu d'économies. Quand on est malade, est-ce bénéfique de subir le stress d'être sans revenu ? Est-ce acceptable ?

Quelle est l'explication de cette inhumanité ?

Voici une recommandation de la mutuelle Partenamut qui explique le cas qui nous préoccupe : "Faites donc bien attention à ce que votre **certificat soit tout à fait complété** avant de le transmettre à la mutualité." (Site de [Partenamut](#))

Selon ces instructions, c'est donc au patient de vérifier si le médecin fait bien son travail, sinon, malgré sa maladie et son ignorance, il est sanctionné en se retrouvant sans revenu...

Les médecins-conseils sont débordés, parfois eux-même sont en burn-out ! Une des raisons de ce surmenage est l'augmentation des patients du fait des conditions de travail et des obligations renforcées de mises au travail de personnes âgées ou fragiles.

[https://www.rtbf.be/info/societe/detail\\_les-medecins-conseils-sont-surmenes?id=9926460](https://www.rtbf.be/info/societe/detail_les-medecins-conseils-sont-surmenes?id=9926460)

D'autre part, les médecins traitants sont eux aussi débordés par les tâches administratives toujours plus lourdes et par l'augmentation de leur patientèle due à un manque de relève, conséquence du numerus-clausus ! Dans notre cas, c'est ce qui explique que le certificat n'était pas conforme et qu'il a été rejeté par le médecin-conseil...

Les mesures du gouvernement, au-delà des impacts négatifs qui avaient été prévus, commencent donc à faire boule de neige, au détriment des plus faibles, une fois de plus.

Cette constatation nous a ramené à l'importance de la justice, de son sous-financement et des risques que cela entraîne pour la démocratie. En effet, les magistrats sont avant tout les sentinelles de la démocratie. Ils sont aussi des remparts contre la vengeance et le désordre. Les délinquants qui ont eu maintes fois affaires avec la justice sont les premiers à reconnaître que la juste mesure des juges est aussi une protection contre toute forme d'abus et de règlements de comptes.

Au niveau des informations lues ou entendues, ce sont les délais très longs à attendre pour pouvoir aller en appel d'une décision considérée comme injuste qui a le plus marqué les participants, ainsi que les délais pour l'indemnisation des victimes.

Les revendications des magistrats : <https://www.lesoir.be/213017/article/2019-03-18/66-jours-pour-sauver-la-justice-les-cinq-revendications-clefs-du-monde>

**Le 15**, pendant une demi-heure, il en a encore été question de la situation en Algérie. Certains affirment qu'Abdelaziz Bouteflika est décédé...

Mort ou pas mort, le Président algérien ? Au niveau des médias occidentaux, il n'y a rien en ce sens. Au contraire, [d'après la RTBF, il aurait quitté l'hôpital de Genève et serait rentré à Alger](#). La rumeur de sa mort est peut-être une manœuvre pour mettre fin aux manifestations ? Certains disent qu'il serait mort depuis longtemps... Ah, les rumeurs ! Mais doit-on parler de rumeurs, de manipulations ou de rêves ? Certains y croient parce qu'ils l'ont lu sur Facebook ou qu'ils ont vu un reportage sur Youtube. Il y croient un peu comme les enfants croient à St Nicolas ou au père Noël, pas parce que c'est vrai, mais parce que ça leur fait du bien. Toute croyance aide à vaincre la peur.

**Le 19**, pendant 1/2 heure, nous avons discuté des troubles violents qui ont eu lieu en France pendant le week-end. La plupart d'entre nous avaient vu les infos. Macron est visé. Vaut-il moins que les autres Présidents ? Pourquoi Macron fait-il tant de mécontents ? Peut-on lui reprocher son intelligence vive ? Ses convictions déterminées ? Est-il trop hautain ?

Les difficultés rencontrées par le peuple français viennent de plus loin, mais depuis quand est-ce que la situation se dégrade ? Avons-nous connu un président adulé ?

Notre stagiaire étant français, c'est lui qui a été sollicité pour répondre à nos questions. Quand nous sommes arrivés à Chirac, il nous a expliqué comment les "city stades" avaient été construits pour lutter contre l'exclusion par le sport dans les quartiers à forte densité de jeunes inactifs. Le résultat a été l'arrivée au stade de France de vedettes bleues-boeurs issues des quartiers populaires. Ne voilà-t-il pas une preuve supplémentaire de l'existence de hauts potentiels dans le giron de la pauvreté et de l'exclusion ? Selon le stagiaire, le sport et la culture sont des leviers contre l'exclusion. Dans son cursus scolaire à l'université de Rennes, il a choisi la spécialité la spécialité DISC (Développement et Inclusion par le Sport et la Culture). Voilà donc pourquoi, outre sa volonté d'effectuer son stage en Belgique, il est arrivé chez nous. Voilà aussi ce qui explique son efficacité !

**Le 26**, le sort des Kurdes syriens a retenu l'attention de quelques-uns, mais pas pendant suffisamment longtemps pour que la discussion soit comptabilisée. Par contre, il y avait unanimité pour saluer le courage et l'organisation de ce peuple qui risque bien de faire les frais de la géopolitique locale, une fois de plus : <https://actu.orange.fr/monde/syrie-les-kurdes-ont-defait-l-ei-mais-quel-avenir-pour-leur-autonomie-CNT000001e7cMX/photos/capture-d-ecran-de-la-chaine-kurde-ronahi-tv-montrant-des-combattants-des-forces-democratiques-syriennes-fds-ayant-erige-leur-drapeau->

La pleine lune de printemps a rendu les esprits turbulents et dissipés, ce qui ne convient pas aux réflexions constructives et structurées. Malgré le foisonnement de sujets abordés pendant le mois de mars, nous n'avons pas effectué beaucoup de travail à valoriser en éducation permanente.

La fin du mois est arrivée. La jeune maman est toujours sans revenu. Elle vient de recevoir une convocation du médecin-conseil. Son dossier avance, mais son angoisse aussi ! Sa neuropsychiatre est pourtant intervenue en personne auprès du médecin-conseil. Que pourrions-nous faire de plus efficace que l'intervention d'un médecin spécialiste ? A quel niveau faudrait-il agir, sans nuire à l'intéressée ?

[Retour sur la page de Dominos LA FONTAINE asbl](#)